

*L'ajournement*

ment des enfants du tiers monde, mais aussi du million de petits Canadiens qui vivent sous le seuil de la pauvreté.

Grâce aux améliorations dans le domaine des soins de santé et de l'alimentation survenues à l'échelle mondiale entre 1950 et 1988, la mortalité infantile était passée de 25 à 14 millions d'enfants, soit presque moitié moins. Des mesures peu coûteuses comme l'immunisation et la réhydratation par voie orale ont sauvé des millions de vies. Évidemment, il est bien connu que la meilleure façon de contrôler la croissance démographique est d'assurer aux parents que leurs enfants survivront.

En l'absence de programmes d'assistance sociale, les pays du tiers monde dépendent de leurs enfants pour leur sécurité économique et sociale quand ils tombent malades, ou une fois devenus vieux. Au début du siècle, alors que notre économie était principalement rurale et que nous n'avions pas de programme d'aide sociale, le Canada n'était guère différent.

Le fait est que la survie des enfants conduit à une baisse de la croissance démographique. Malgré tous les progrès réalisés en 40 ans, soudain, la tendance relative à la survie des enfants est inversée. La mortalité infantile augmente. L'UNICEF considère que les problèmes de la dette internationale sont la principale cause de cette situation affligeante. Du fait des dettes du tiers monde et de la baisse des prix à l'exportation, les gouvernements des divers pays du tiers monde ont dû réduire leurs dépenses au chapitre de la santé de 50 p. 100, et leurs dépenses en matière d'éducation de 25 p. 100. A cause de la dette du tiers monde, les pays développés, les pays industrialisés d'Occident, le Nord, enfin de compte sont bénéficiaires des recettes monétaires nettes à l'échelle internationale, soit entre 20 et 30 milliards de dollars américains par an.

Pour toute l'assistance publique au développement que le Canada et les autres pays développés offrent au tiers monde, nous recevons en retour davantage que nous ne donnons. Il n'est pas surprenant que le processus de développement mondial connaisse un revirement. De plus, le gouvernement canadien réduit dans son budget les dépenses d'assistance publique au développement plus que toutes autres et il a l'audace de dire aux affamés et aux démunis du tiers monde de se serrer la ceinture parce que nous avons une sécheresse, et un problème de dette.

Vous pouvez vous imaginer, monsieur le Président, les images déchirantes de la misère, de la famine, de la maladie, de la saleté. Ces images déchirantes, d'enfants le plus souvent, poussent les Canadiens à faire preuve d'une belle générosité. Les compressions du budget

d'APD causeront directement la mort de milliers d'êtres humains, pour la plupart des enfants. En réduisant le budget d'APD, le gouvernement canadien ne tient pas compte des préoccupations et des vœux du peuple canadien.

La corde de sécurité du gouvernement conservateur ne mesure plus que 20 pieds, pour reprendre la métaphore qu'un collègue d'en face a employée dans un discours qu'il a prononcé il y a quelques semaines. Or, les pauvres du tiers monde que les flots menacent d'engloutir sont à 30 pieds de distance, et ils doivent nager ou couler. Une telle insensibilité est honteuse et indigne de notre pays.

Voici ce qu'on peut lire dans le rapport de l'UNICEF intitulé «L'État des enfants dans le monde 1989»:

Ce sont les enfants qui souffrent le plus de l'endettement et de la récession des années 1980 et, pour faire un résumé tragique de la situation, au moins un demi-million d'enfants de 1 à 5 ans seraient morts dans les 12 derniers mois par suite du ralentissement ou du renversement du progrès dans le monde en développement.

Ce sont les enfants qui souffrent le plus des compressions du budget d'APD.

Mais ce n'est pas seulement la mort de ces enfants qui est tragique. C'est la misère inutile que causeront aux enfants qui survivent les privations, lesquelles, même lorsqu'elles sont temporaires, causent des dommages permanents aux esprits et aux corps en croissance.

Les déficiences que nous causons à ces enfants aujourd'hui nous coûteront cher demain. N'apprenons-nous jamais que l'investissement d'aujourd'hui, c'est l'épargne de demain? Les dépenses au titre de la santé et de l'éducation ne doivent pas être limitées aux périodes d'abondance. Elles constituent un investissement dans le développement social et économique de tous les pays, y compris le nôtre, investissement qui permet d'assurer l'avenir.

L'endettement du tiers monde et la diminution des prix à l'exportation sont la cause principale de la réduction des normes mondiales relatives au bien-être des enfants. Les gouvernements, les institutions financières internationales, les banques privées et les agences de développement sont tous confrontés aux problèmes.

Mais à l'heure actuelle, les programmes d'ajustement accablent les plus faibles, les pauvres du tiers monde, ceux qui n'ont pas de quoi amortir les chocs économiques. Ces programmes les obligent à se priver même des nécessités de la vie. Ils privent les enfants de nourriture, de logement, d'eau, de soins de santé, d'éducation, de chances de s'épanouir. Ils entraînent la mort de 40 000 jeunes enfants par jour. Et malgré tout, les programmes d'ajustement n'atteignent même pas leur objectif premier: la relance et la croissance économiques.